

L'ÉMIR ABD EL KRIM AL KHATTABI ET L'UNION DES PEUPLES POUR LA LIBÉRATION DU MAGHREB

MISE EN CONTEXTE DANS UNE PERSPECTIVE
DE MOYENNE DURÉE (1921-1954)

Daho Djerbal*

Il n'y a pas une histoire, mais deux histoires. Tout au long du XIX^e siècle, un fait récurrent s'impose : le temps des conquêtes impériales et coloniales est aussi celui des multiples résistances des peuples. Au début du XX^e siècle, celles-ci quittent petit à petit les limites du territoire de « la tribu » ou même de « la confédération de tribus », celles des royaumes et des régences, pour se constituer en mouvements « nationaux » ou transnationaux.

Les peuples coloniaux se mettent alors à élargir leurs horizons. Ils sortent petit à petit de leur mode de production et de représentation tributaires, de leurs résistances paysannes à caractère local, pour s'inscrire dans de nouveaux dispositifs d'alliance transrégionaux. Les déplacements de populations dus à la Première Guerre Mondiale (mobilisation des sujets coloniaux dans les troupes occidentales, développement du capitalisme agraire avec sa variante coloniale, émigration de la main d'œuvre indigène vers les métropoles) ont accéléré la prise de conscience de soi et radicalisé les revendications pour la liberté et l'indépendance des pays colonisés. Les luttes de ces peuples prennent alors de nouveaux contenus et s'organisent à une nouvelle échelle. Elles épousent dans un premier temps

*. Maître de conférences en histoire contemporaine, Université d'Alger 2.

les ensembles régionaux et les démarcations idéologiques imposés par les puissances impérialistes.

Les premières tentatives d'alliance des peuples d'Afrique du Nord contre l'occupant

Une lecture attentive de l'historiographie contemporaine des pays du Maghreb montre que les résistances à l'occupation coloniale française ou espagnole ne se sont pas cantonnées à l'intérieur des frontières ni des partages territoriaux établis par les puissances occupantes. De part et d'autres des frontières algéro-marocaines comme des frontières algéro-tunisiennes, des solidarités séculaires n'ont jamais cessé de se manifester entre populations apparentées. Comme durant tout le XIX^e siècle, tout au long du XX^e siècle, les diverses résistances ont trouvé de part et d'autre de ces lignes de démarcation, des sanctuaires et aussi des bases arrières pour reconstituer leurs forces et poursuivre le combat libérateur. Mais il faut relever que les autorités coloniales se sont aussi appuyées, de part et d'autres de ces frontières, sur des troupes auxiliaires autochtones et des actes d'allégeance pour mener leurs conquêtes ici ou là.

L'épisode de la guerre du Rif et le parti pris de l'émir Abd el Krim al Khattabi de faire appel en août 1925 à la solidarité des peuples frères d'Algérie et de Tunisie, n'est pas un fait dû au hasard. Une série d'événements répertoriés par l'historiographie maghrébine laisse à penser qu'une solidarité active des communautés frontalières existe de longue date. La rencontre « fortuite » du petit-fils de l'émir Abd el Kader et de son oncle l'émir Abd el Malek dans la Chaouiya marocaine en est un des éléments probants.

En 1907, le régiment de spahis auquel est affecté l'émir Khaled¹, petit-fils de l'émir Abd el Kader, est envoyé en expédition militaire dite de pacification de la Chaouiya au Maroc².

1. Khaled El Hassani Ben el Hachemi dit Emir Khaled, petit-fils de l'émir Abdelkader, officier de l'armée coloniale française, sorti avec le grade de lieutenant de l'Académie militaire de Saint Cyr, il quitte sa tenue d'officier et revêt le vêtement traditionnel de ses grands parents pour appeler à la résistance. Il a marqué par sa forte personnalité le mouvement dit des Jeunes Algériens entre 1912 et 1923.

2. Voir à ce propos Charles-Robert Ageron, Enquête sur les origines du nationalisme Algérie, *Revue des Monde Musulmans et de la Méditerranée*, 1966, p.9-49.

Vu ses faits d'arme, il est promu au grade de capitaine « au titre indigène ». Mais, lors de cette campagne militaire, il rencontre son oncle, l'émir Abd el Malek, qui prêchait le *jihad* et avait pris la tête du soulèvement des populations de tout l'est marocain, de Tetouan à Marrakech, contre le sultan Abd el Hafid³. Cette rencontre et sa prise de parti pour le sultan Abd el Aziz, adversaire des Français, lui vaut l'hostilité du général Lyautey et son rappel en Algérie.

En 1921, à la tête des insurgés rifains, Abdelkrim al Khattabi fait subir lors de la bataille d'Anoual (juillet 1921) la plus cuisante défaite aux troupes espagnoles d'occupation du Nord marocain⁴.

En 1925, alors que la résistance à l'occupation franco-espagnole tire à sa fin dans le Rif marocain, l'émir Abd el Krim al Khattabi appelle au *jihad* les peuples algérien et tunisien⁵. Il les exhorte à constituer un front commun des peuples musulmans d'Afrique du Nord contre l'impérialisme français⁶. Dans cet appel à la lutte, on relève déjà les notions modernes de peuple, d'indépendance, et les références plus anciennes à la « *Umma al islamiya* » et au *jihad*.

Le dirigeant de la République du Rif (fondée en 1923) s'insurge non seulement contre la monarchie marocaine qu'il considère comme inféodée aux puissances étrangères (le roi du Maroc Abd el Hafid est appelé « le sultan des Français »), mais aussi contre l'impérialisme français qui impose son Protectorat au Maroc. Il cherche donc des alliances auprès des peuples frères d'Algérie et de Tunisie ainsi qu'auprès de la *Umma al islamiya*. Au même moment, dans le Hedjaz, Ibn Sa'ud l'emporte sur ses adversaires conservateurs et fonde le Royaume d'Arabie Saoudite reposant sur la doctrine wahabite.

Invité par les autorités politiques et religieuses du monde musulman, Abd el Krim al Khattabi tente de passer outre l'interdit opposé par les autorités françaises d'occupation à sa participation

3. Cf. Othman Bennani, L'émir Abdelmalek à travers les archives de Vincennes, Revue *Amel*.

4. Voir dans ce numéro l'article de Mostafa Bouaziz, Anoual, l'épopée d'Al Khattabi (NDLR).

5. Voir copie du texte original en Annexe.

6. Appel de Mohamed Ben Abd el Krim al Khattabi aux peuples algérien et tunisien, Août 1925, Archives d'Aix en Provence, 142H9. Texte en arabe repris par Mohamed Guenaneche et Mahfoud Kaddache in L'Etoile Nord Africaine (1926-1937), OPU, Alger 1984, p.67; Cf. document en Annexe.

aux Congrès Musulmans du Caire (1925) et de la Mecque (1926)⁷. Faute de pouvoir y aller en personne, il se fait représenter pour le premier congrès par les cheikhs qui président les associations des oulémas d'El Azhar et du Caire. Tout comme l'émir Khaled dans le précédent Congrès musulmans d'Alexandrie (1923)⁸, l'émir Abd el Krim, représentant de la lutte contre l'impérialisme français, trouve un écho politique auprès des masses populaires tout autant que des élites religieuses au Moyen Orient.

Une lecture attentive de ces appels et de la recherche d'une solidarité plus large des peuples d'Orient doit être abordée de manière diachronique pour ne pas céder aux interprétations trop dogmatiques ou aux patriotismes partisans.

La question de l'équivoque entre politique et religieux, est elle aussi, appelée à être interrogée pour une lecture critique de l'histoire des peuples du Maghreb⁹.

L'option politique révolutionnaire de l'Etoile Nord Africaine

En juin 1926, alors même que la guerre du Rif prend fin avec la défaite de la résistance et la déportation d'Abd el Krim al Khattabi, l'Etoile Nord Africaine naît à Paris sous le nom d'Association pour la défense des intérêts des musulmans algériens, tunisiens et marocains, *Section de l'Union Inter-Coloniale*. Ainsi, la première organisation à caractère politique unissant des représentants de l'Afrique du Nord, se constitue à l'initiative du Parti communiste français et sous l'égide de la IIIe Internationale. Cette coloration national-bolchéviste s'exprime pleinement en 1927 lors du Congrès de Bruxelles¹⁰ avec

7. Cremadellis Jacques, La France, Abd-el-Krim et le problème du Khalifat. Remarques à propos de quelques archives inédites, in *Cahiers de la Méditerranée*, 1973/6, pp. 48-77.

8. En 1923, excédé par les appels de l'émir Khaled à l'union des Algériens et sa revendication du droit à l'autodétermination, après plusieurs assignations à résidence dans des localités du centre et de l'est du pays, le Gouverneur Général Théodore Steeg décide de sa déportation à Alexandrie. Il est alors plébiscité par le Congrès musulman d'Alexandrie comme le représentant du peuple algérien en lutte.

9. Cremadellis Jacques, Solidarité musulmane strictement religieuse ou solidarité politique des nations dominées et des masses populaires ?. *op.cit.* p. 60.

10. Congrès fondateur de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, tenu à Bruxelles le 10 février 1927 en présence de 175 délégués dont 107 viennent de 37 pays coloniaux. Y prennent part Jawaharlal Nehru, Ho Chi Minh, le Sud-Africain Gumene, l'Antillais Bloncour, Lamine Senghor (président du comité de défense de la race nègre). Y sont aussi présents Albert Einstein, des socialistes de gauche, des représentants de ligues des droits de l'homme européens.

le discours prononcé par Chadly Kheirallah (au nom du peuple tunisien) et de Messali Hadj (au nom du peuple algérien) qui réclame l'indépendance totale de l'Algérie, un Parlement algérien et le retour de la terre aux paysans qui en ont été dépossédés.

Depuis lors, les distances se creusent entre les nationalistes algériens et les communistes français pour lesquels la révolution socialiste en France doit primer sur les indépendances des colonies. La réponse de Messali Hadj aux critiques et aux pressions du parti communiste français est alors sans ambiguïté : « Coopérer sans être assujetti ».

Comme le souligne H. Elsenhans, le caractère identitaire de la résistance prend une dimension importante. « Il faut décider combien de l'identité on doit garder pour pouvoir parer à l'agression de l'extérieur »¹¹.

À la volonté de tutelle de l'occident, y compris à celle des grands frères communistes, se dresse l'affirmation des identités culturelles et religieuses venues d'Orient.

De l'Afrique Française du Nord (AFN) au Maghreb arabe

L'Afrique du Nord dont les limites culturelles, linguistiques et civilisationnelles ne peuvent se réduire aux frontières imposées par les puissances impériales d'occident, partage depuis des siècles une histoire commune avec l'Orient arabe et musulman. Dès le début du XX^e siècle, c'est du Proche et Moyen Orient que viennent les courants politiques et religieux prônant l'émancipation des peuples et la modernisation des esprits. C'est bien d'Égypte et du Hedjaz que parviennent les idées réformistes religieuses, des pays du Croissant fertile la rénovation de la langue arabe et l'idée de la « Nation arabe », de Turquie le mouvement moderniste « Jeune Turc » qui se répand en Tunisie et en Algérie en mouvements novateurs « Jeune Tunisien » et « Jeune Algérien »¹².

Cf. Fredrik Petersson, La Ligue anti-impérialiste : un espace transnational restreint, 1927-1937, traduit de l'anglais par François Bouillot in *Monde(s)* 2016/2 N 10, pages 129 à 150.

11. Elsenhans H., La place de la guerre d'Algérie dans l'histoire mondiale, in *NAQD* Hors Série 4, p.6.

12. Pour plus de détails voir Jean-François Legrain, L'idée de califat universel et de congrès islamique face à la revendication de souveraineté nationale et aux menaces d'écrasement de l'empire ottoman.

À propos du *Traité sur le califat* de Rachîd Ridâ, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00120036/document>.

L'échec de l'alliance des peuples coloniaux avec les partis libéraux occidentaux et l'internationalisme prolétarien va pousser les nationalistes d'Afrique du Nord à se tourner vers les regroupements régionaux à caractère identitaire et culturel. Le 12 septembre 1935, sous la direction de Chakib Arslan, se réunit à Genève¹³ le Congrès musulman d'Europe. Plus de 70 délégués y prennent part. Ils représentent les musulmans d'Asie et d'Afrique (Algérie, Tunisie, Egypte, Syrie, Liban, Irak, Iran, Indes, Afghanistan) et les musulmans résidant en Europe ou ressortissants d'Etats européens (Yougoslavie, Albanie, Turquie, Autriche, Hongrie, Pologne, Hollande, Italie, Grand Bretagne, Suisse). Le thème principal de ce Congrès est de trouver, après la chute du *khalifa*, une nouvelle voie pour l'unité du monde arabe et musulman.

Avec ce Congrès de 1935, se profile l'alliance des peuples d'Afrique et d'Asie.

Dès lors, la reconfiguration des partages territoriaux, des luttes et des alliances contre la domination impériale ne se fait plus seulement à partir des idéologies occidentales capitalistes libérales ou socialo-communistes, mais à partir de référents identitaires linguistiques et religieux anti-impérialistes.

Après la Seconde Guerre Mondiale, au Moyen Orient comme en Afrique du Nord, la notion de Maghreb arabe l'emporte dans le discours dominant. L'appellation d'Afrique française du Nord (AFN) ou même celle d'Afrique du Nord du premier nationalisme indépendantiste des années 1920-1930 est contestée. Le Maghreb arabe entre alors dans le cadre de la constitution de la Ligue arabe¹⁴ comme prolongement à venir de ce qui devait constituer une union des Etats arabes. Cela se fait dans le contexte des nouveaux partages imposés par les puissances occidentales au Moyen Orient et dans celui de la création en 1947, sur les terres de Palestine, de l'Etat

13. Chakib Arslan (1869-1946) est un Druze originaire du Liban, surnommé *amir al-bayān*. Historien, homme politique, poète et écrivain influent durant cette première moitié du XX^e siècle. Célèbre nationaliste arabe, il fonde le périodique *La Nation Arabe* qui influença beaucoup de dirigeants nationalistes arabes, en particulier les indépendantistes maghrébins dont Messali Hadj.

14. Ligue des Etats arabes, fondée au Caire le 22 mars 1945 par sept pays arabes (Egypte, Arabie Saoudite, Irak, Syrie, Liban, Jordanie, Yémen du Nord). L'association vise à affirmer l'unité de la « nation » arabe et l'indépendance de chacun de ses membres.

juif d'Israël¹⁵. Dès lors, du point de vue sémantique, on relève un glissement de la notion de peuple arabe vers celle d'Etats arabes.

Abd el Krim al Khattabi le Bureau du Maghreb arabe, les prémices et l'aboutissement des Armées de libération du Maghreb

Tout au long des années 1930, Mohammed Hassan El Ouazzani, Ahmed Balafrej, Mohammed et Allal El Fassi (Maroc), Chedly Kheyrallah, Ahmed Ben Miled et Habib Bourguiba (Tunisie) rencontrent les dirigeants de l'Etoile Nord Africaine (devenue en 1937 Parti du Peuple Algérien). Ils se concertent sur la ligne générale du mouvement vis-à-vis du colonialisme français. Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, les nationalistes marocains, algériens et tunisiens se retrouvent au Caire où se tient le 1^{er} congrès du Maghreb arabe (15 au 22 février 1947). C'est de cette rencontre que naît le Bureau du Maghreb arabe¹⁶ dont la mission sera de coordonner l'action politique des différents partis nationalistes maghrébins.

Dans la capitale égyptienne, en raison même de l'échec des partis politiques sur la question des voies et moyens de la libération, la ligne radicale du recours à la lutte armée prônée par Abd el Krim al Khattabi l'emporte sur la ligne modérée gradualiste et réformiste des partis politiques dominants. En janvier 1948, un « Comité de libération du Maghreb arabe » est créé sous son égide. La question centrale devient alors celle de la coordination des partisans pour un déclenchement concerté de la lutte armée sur l'ensemble de l'Afrique du Nord. Faisant suite à un autre accord non abouti conclu en 1951 entre les représentants de l'Istiqlal marocain, du Néo-Destour tunisien et du M.T.L.D. algérien, une Charte d'union des commandos nord-africains aurait même été signée le 29 mai 1954 au Caire.

Nous retrouverons les embryons de ce déclenchement coordonné des luttes armées discuté et planifié par Abd el Krim et ses partisans

15. Pour rappel, le Comité de libération du Maghreb arabe dirigé par Abd el Krim al Khattabi envoie plus de 400 hommes formés en unités de commandos lutter aux côtés de Palestiniens. Cf. El Hachemi Taud, Les origines de la coordination. Témoignage d'un des fondateurs, in L'armée de libération du Maghreb (1948-1955), ss. dir. Daho Djerbal, Fondation Mohamed Boudiaf, 2004, p. 16 version arabe.

16. Chadly el Mekki, membre de la direction du PPA-MTLD y représente la section algérienne.

dès avant le 1^{er} novembre 1954, puis après le début du soulèvement armé algérien dans l'appui logistique et politique de l'ALM et de l'ALT¹⁷.

La ligne radicale du recours à la lutte armée l'emporte dans la capitale égyptienne au point qu'une année plus tard, en janvier 1948, un "Comité de libération du Maghreb arabe" est créé sous l'égide de l'Emir Abdelkrim al Khattabi. La question centrale devient alors celle de la coordination des différents partis nationalistes du Maghreb pour un déclenchement concerté de la lutte armée sur l'ensemble de l'Afrique du Nord. Une Charte d'union des commandos nord-africains aurait même été signée le 29 mai 1954 au Caire, faisant suite à un autre accord secret conclu en 1951 entre les représentants de l'Istiqlal, du Néo-Destour et ceux du M.T.L.D.

En 1951, une autre conjonction s'établit lorsque, pour les soustraire aux arrestations, la direction du M.T.L.D envoie les responsables de l'O.S. au Caire où ils constituent la première Délégation extérieure du parti. On y retrouve Ait Ahmed, Mohammed Khider et Ahmed Ben Bella. Ainsi, les représentants de la voie insurrectionnelle vont vivre des années cruciales dans la proximité immédiate du comité de libération du Maghreb arabe. C'est là que, par l'intermédiaire d'Ahmed Ben Bella en particulier, s'établissent des alliances et se met en place un axe Maghreb-Machrek dont le pivot semble se trouver dans la capitale égyptienne.

Dés 1954, et même avant cette date, se cristallise sur le terrain de l'action armée une alliance de fait qui matérialise très probablement une sorte d'union des commandos nord-africains dont le principe aurait été acquis comme nous le disions plus haut, le 29 mai 1954 au Caire.

Lorsque, au début des années cinquante, les dirigeants du P.P.A-M.T.L.D, et surtout ceux de l'Organisation Spéciale, cherchent des appuis logistiques et des filières pour le passage des armes, c'est auprès des insurgés du Sud tunisien qu'ils vont les trouver.

17. Voir à ce propos *L'armée de libération du Maghreb (1948-1955)*, ss. dir. Daho Djerbal, Fondation Mohamed Boudiaf, 2004.

Cette proximité entre les militants nationalistes des Aurès, des Nememchas, ceux de l'Oued Souf et les partisans de Salah Benyoucef dans le Sud tunisien n'est pas seulement une pure coïncidence sémantique ou géographique.

Des faits et témoignages viennent à l'appui de cette hypothèse, mais ils restent rares et partiels sinon laconiques. Nous savons par exemple que, dans le Sud tunisien, dès les premiers mois de l'insurrection, l'ALN algérienne apporte son aide à Lazhar Cheriet et à Tahar Lassoued pour l'organisation des unités de l'ALT (armée de libération de Tunisie)¹⁸. De leur côté, les partisans de Salah Ben Youssef apportent une aide directe aux djounouds algériens.

Tout porte à croire que l'alliance des unités de l'ALN et de l'ALT sur le terrain s'inscrit dans le cadre d'un projet de soulèvement général de l'Afrique du Nord.

Pour confirmer cette hypothèse, à l'Ouest, la 5^{ème} zone (Oranie) dirigée par Larbi Ben M'hidi installe ses quartiers à Nador, dans le Rif marocain, où se trouvent les camps de l'armée de libération du Maroc (ALM). Un des chefs de cette armée, le colonel Ben Miloudi remet gracieusement aux combattants algériens le camp de Khemisset¹⁹. C'est là que sont repris par Aberkane et le Docteur Khatib les projets d'une armée de libération de l'Afrique du Nord.

À l'idéal d'une unité du Maghreb fondée sur une alliance politique des partis Istiqlal, M.T.L.D. et Néo-Destour, se substitue sur le terrain une autre unité maghrébine reposant sur la conjonction des armées de libération des trois pays du Maghreb : ALM, ALN, ALT.

Face à la solution politique négociée prévoyant une indépendance par étapes d'un Maghreb tourné vers l'Occident, se dresse alors l'alternative d'une indépendance conquise par les armes avec pour objectif, l'édification d'un Maghreb arabe libéré de la domination étrangère tel que l'avait rêvé l'émir Abd el Krim al Khattabi.

18. Témoignage d'Ahmed Mahsas représentant politico-militaire du FLN auprès des autorités tunisiennes en 1955-1956.

19. Ali Haroun. La 7e wilaya. La guerre du F.L.N. en France. Paris. Le Seuil.1986. p.42.